

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



DCX CHROME SAS

68, rue Jean Jaurès
59581 MARLY

Références : 2022-V2-195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mai 2022 dans l'établissement DCX CHROME SAS implanté 68, rue Jean Jaurès 59581 MARLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DCX CHROME SAS
- 68, rue Jean Jaurès 59581 MARLY
- Code AIOT dans GUN : 0007000895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Dans les années 90, le groupe DELACHAUX cherchait à s'implanter dans la partie nord de la France, à proximité d'un grand port maritime. En 1997, le recentrage des activités d'Alstom sur le site de Petite-Forêt a libéré le site de Marly, dont une partie a été rachetée par le groupe DELACHAUX pour y implanter une unité de production de chrome métal, par le procédé d'aluminothermie.

Le site de Marly, occupé par DELACHAUX, couvre une superficie de 46 000 m², dont 20 000 m² de surface couverte. De plus, DELACHAUX a pu bénéficier des matériels de manutention (ponts roulants) et de certains matériels de fabrication restés en place après le départ d'Alstom.

L'établissement DELACHAUX de Marly produit annuellement de l'ordre de 10 000 tonnes de chrome métal, dont la pureté atteint 99,5 à 99,8 % de chrome, sous diverses formes : poudres, galets, 0 – 5 mm, 35 – 50 mm. Par ailleurs, la pureté et la qualité des produits peuvent être

améliorées en interne par un traitement complémentaire du produit comportant une ou plusieurs phases sous vide et ajout de carbone ou autre élément suivant la demande du client.

La société DELACHAUX exporte 90 à 95% de sa production, dont les principaux utilisateurs sont les industries de l'aéronautique, de la fabrication de la pile à combustible, de la prothèse médicale, de l'automobile...

Le groupe DELACHAUX a filialisé son unité de Marly au 1er janvier 2013 qui, depuis, a pris le nom DCX CHROME, ce qui a fait l'objet d'un changement de raison sociale.

Le site, certifié ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18001, emploie une soixantaine de personnes.

Il est classé et soumis à autorisation notamment pour son activité d'aluminothermie (rubrique 1312) et de fonderie de chrome pour une capacité annuelle de 9000 tonnes (rubriques 3250-a et 2552-1). Ses activités ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 4 mars 1997 et d'un nouvel arrêté préfectoral du 9 janvier 2004 autorisant l'augmentation de la capacité de production.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les rejets dans l'air et les risques sanitaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
Rejets atmosphériques canalisés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets atmosphériques canalisés	Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 8.3.	/	Sans objet
Rejets atmosphériques canalisés	Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 7.2.	/	Sans objet
Sols pollués à l'intérieur du site	Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 6.1	/	Sans objet
Sols pollués à l'intérieur du site	Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 6.2	/	Sans objet
Etude d'impact d'une augmentation de capacité	Code de l'environnement du 15/03/2020, article R.122-5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé se solde par 1 non conformité concernant l'une des 2 cheminées réglementées du site, celle de l'atelier Corindon dont la forme au débouché ne permet pas une diffusion optimale du rejet atmosphérique. L'inspection propose une mise en demeure de l'exploitant sur ce sujet.

L'inspection a également formulé 4 observations sur les autres points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 8.3.
Thème(s) : Risques chroniques, modalités de l'autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2004 sont remplacées par les prescriptions suivantes : Les émissions de poussières issues de la réaction aluminothermique et des installations de broyage, cassage, concassage, criblage et tamisage font l'objet d'une surveillance en continu. Le débit et la vitesse d'éjection font également l'objet d'un suivi en continu sur les deux cheminées. La durée d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cent vingt heures cumulées sur douze mois glissants. En plus de cette surveillance en continu des rejets atmosphériques canalisés de poussières, l'exploitant met en place une surveillance de ses rejets sur la base des dispositions suivantes (voir tableau dans l'arrêté)
Constats : Sur chacune des 2 cheminées réglementées, un système de mesure en continu des concentrations en poussières a été mis en place depuis la dernière inspection (système Envea Dust Procontroller). La mesure repose sur des sondes triboélectriques. Le système mesure également la pression, la température et la vitesse des fumées. Au jour de l'inspection, la récupération des données se faisait en local sur chacun des 2 systèmes. La télétransmission de ces données était à l'étude, pour faciliter l'exploitation des données et gagner en réactivité sur les alarmes qui peuvent permettre de détecter une avarie sur les filtres.
Observation n°1: l'exploitant informera l'inspection des réalisations qui permettront une meilleure exploitation des mesures en continu réalisées, ainsi que des dates de ces réalisations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 7.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Article 7.2 – Rejets atmosphériques

Les dispositions des articles 9.2 et 10.2 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2004 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals).

Pour les rejets en poussières faisant l'objet d'une surveillance en continu, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures.

En-dehors de la surveillance en continu, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

✓ Cheminée de la réaction aluminothermique

Paramètre	Concentration (mg/Nm³)	Flux (g/h)
Poussières	40	190
Al (et ses composés)	1,2	6
Cd + Hg + Tl (et leurs composés)	0,05	0,25
Hg (et ses composés)	0,01	0,05
Pb (et ses composés)	0,1	0,48
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn (et leurs composés)	3,3	16
Cr VI (et ses composés)	0,18	0,86
SO ₂	300	1 425
NOx (en éq. NO ₂)	500	2 375
COVNM (en éq. C)	110	522
Dioxines et furannes	1,0.10 ⁻⁷	4,75.10 ⁻⁷

Les valeurs limites exprimées sur le flux reposent sur une production maximale de deux réactions aluminothermiques par heure qui ne devra pas être dépassée (soit une durée maximale de rejet de 30 minutes par heure sur cette installation). Par ailleurs, le nombre de réactions quotidiennes est limité à 15.

Constats : Dans l'autosurveillance semestrielle de l'exploitant et dans les contrôles inopinés réalisés à l'initiative de la DREAL, de fréquents dépassements d'ampleur modérée mais concernant des paramètres déterminants sur un plan sanitaire (chrome VI, dioxines/furanes) ont été relevés :

- cheminée « réaction » le 1er décembre 2020, dépassement en concentration et flux de chrome VI (0,22 mg/m³ et 0,0014 kg/h, respectivement)
- cheminée « réaction » le 4 mars 2021, dépassement sur dioxines/furanes en concentration et flux (0,17 ng ITEQ/m³ et 1,1 µg/h respectivement)
- cheminée « réaction » le 28 septembre 2021, dépassement en concentration et flux de chrome VI (0,23mg/m³ et 1,6 µg/h respectivement)
- cheminée « réaction », contrôle inopiné mandaté par la DREAL les 8 et 11 juin 2021, dépassement en concentration et en flux à la fois sur les dioxines/furanes (0,254 ng ITEQ/m³ et 1,7 µg/h) et sur le chrome VI (0,328 mg/m³ et 0,0023 kg/h) .
- cheminée « réaction », contrôle inopiné mandaté par la DREAL les 16 et 17 mai 2022, dépassement sur le chrome VI en concentration et flux (0,969 mg/m³ et 0,0055 kg/h) .

En ce qui concerne la cheminée « corindon », aucun dépassement de VLE n'a été relevé ces dernières années.

Afin d'améliorer la qualité de ses rejets atmosphériques en particulier sur le paramètre chrome VI, l'exploitant a commandé des travaux qui seront réalisés lors de l'arrêt d'usine en août 2022 et qui consisteront à l'augmentation du parcours de l'unité de lavage des fumées pour mieux les abattre. La station d'épuration des rejets liquides, actuellement performante ne sera pas modifiée.

<p>Pour ce qui est des dioxines/furanes, une solution de traitement des fumées, ou de limitation des apports de chlore dans les réactifs utilisés reste à rechercher. La modification de l'unité de lavage des fumées peut également avoir un apport bénéfique sur le traitement des dioxines et furanes. L'inspection suivra l'évolution des résultats d'autosurveillance après la modification de l'unité de lavage des fumées.</p>
<p>Observation n°2 : L'exploitant confirmera par écrit et décrira les travaux réalisés sur l'unité de lavage des fumées. Il fera part de l'ensemble des actions entreprises afin de respecter la valeur limite d'émission sur le paramètre dioxines/furanes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Sols pollués à l'intérieur du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de base.</p>
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet du Nord un rapport de base complété avec les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une étude hydrogéologique ; • des analyses des sols et des eaux souterraines réalisées selon le programme suivant
<p>Constats : A la suite du rapport de base établi en 2019 par l'exploitant et son bureau d'étude dans le cadre du réexamen IED (secteur NFM), il a été recommandé de faire des prélèvements de sols sur le site de DCX Chrome, ce qui a été repris à l'article 6.1 de l'arrêté du 14 mars 2019. Les résultats ont montré qu'une zone du site présentait un impact majeur en chrome III et chrome VI au droit de l'ancienne zone de stockage extérieur du corindon, jusqu'à 3 à 4 mètres de profondeur, à des concentrations importantes : jusqu'à 1400 mg/kg en chrome, et 173 mg/kg en chrome VI. Sur cet emplacement, du corindon a été stocké pendant plusieurs années sans abri, les intempéries ayant provoqué des écoulements contenant du chrome III et du chrome VI. Le corindon est désormais stocké dans un vaste hangar sur dalle. Afin de vérifier l'impact sur les eaux souterraines, l'exploitant a fait installer 3 nouveaux piézomètres pour sonder la nappe superficielle en contact avec la zone polluée. Il existait déjà des piézomètres utilisés depuis 2004 pour évaluer l'impact du site sur la nappe phréatique. Les investigations réalisées ont montré en juin et août 2021 un impact faible sur les eaux souterraines à proximité des zones polluées, laissant espérer une faible migration de la pollution des sols mesurée sur le site. Des prélèvements dans la Rhonelle, qui borde le site et recueille ses rejets d'effluents liquides, et dans ses sédiments ont également cherché à vérifier l'absence d'impact sur les eaux superficielles. Ces investigations se sont globalement révélées rassurantes, même si certaines mesures isolées ont dépassé les mesures de référence. A la lumière de l'ensemble de ces résultats, DCX chrome réfléchit aux solutions à mettre en œuvre pour traiter la zone polluée. Un échange à ce sujet a eu lieu lors de l'inspection, et l'inspection a pu donner des éléments complémentaires de doctrine à l'exploitant après avoir consulté l'unité « sites et sols pollués » de la DREAL en l'incitant à rechercher les solutions appropriées de traitement de la pollution des sols dès que possible.</p>
<p>Observation n°3: L'exploitant informera la DREAL dans les six mois de son plan de gestion de cette pollution des sols de son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Sols pollués à l'intérieur du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance pérenne
Prescription contrôlée : L'exploitant propose au Préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines, précisant notamment la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvement retenus. La fréquence de surveillance ne pourra être inférieure à dix ans pour les sols et à cinq ans pour les eaux souterraines, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution, qu'il conviendra de décrire. Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet. Le programme de surveillance des eaux souterraines est établi sur la base des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2002.
Constats : Ce point n'a pas été abordé lors de l'inspection faute de temps. Toutefois, compte-tenu des pollutions des sols qui ont été détectées et restent à traiter (cf. point de contrôle précédent), l'inspection sollicite de l'exploitant les réponses à la prescription de l'article 6.2.
Observation n° 4: l'exploitant décrira son programme de surveillance des sols et des eaux souterraines à l'Inspection, tel qu'il est prévu à l'article 6.2 de l'arrêté du 14 mars 2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etude d'impact d'une augmentation de capacité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/03/2020, article R.122-5
Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation des risques sanitaires
Prescription contrôlée : II. – En application du 2° du II de l'article L. 122-3, l'étude d'impact comporte les éléments suivants, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et du type d'incidences sur l'environnement qu'il est susceptible de produire : (...) 5° Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres : (...) d) Des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ;
Constats : L'exploitant a pour projet d'augmenter sa production dans les années qui viennent à 13000 tonnes à l'horizon 2025 (la capacité actuellement visée dans l'arrêté préfectoral du site est de 9000 tonnes). Un porter-à-connaissance (PAC) du 2 août 2019 avait été déposé en ce sens. Depuis, la crise sanitaire du Covid-19 avait conduit à tempérer cette ambition. Désormais, DCX chrome envisage à nouveau cette augmentation. Après le dépôt du PAC, un courrier du 13 janvier 2020 de l'unité départementale du Hainaut a signifié à l'exploitant la nécessité d'étoffer son dossier, conformément aux critères du guide « modifications des ICPE ». Il est à noter que depuis ce courrier, une note mise à jour concernant les modifications des ICPE a été signée le 20 décembre 2021. Sur un plan technique, comme déjà indiqué dans le courrier du 13 janvier 2020, la mise à jour de l'évaluation des impacts sur les rejets dans l'air et dans l'eau, de l'évaluation du risque sanitaire, et de l'évaluation des nuisances en termes de bruit paraissent les préalables à la constitution d'un dossier solide permettant l'instruction de la demande de l'exploitant. En ce qui concerne l'évaluation du risque sanitaire, dans le cas d'un site classé au sens de la directive IED, une évaluation du risque sanitaire sera systématiquement complétée par une interprétation de l'état des milieux.
Observations : sans
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Dispersion des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
Constats : La cheminée Corindon, l'une des 2 cheminées réglementées du site, est surmontée d'un « chapeau chinois » pour protéger cet orifice de rejet de la pluie. Ce dispositif a toutefois également pour effet d'empêcher la bonne diffusion du rejet atmosphérique émis par ce conduit. A la suite de l'inspection du 26 mai 2020, cette non conformité avait déjà été relevée, et l'exploitant avait indiqué rechercher avec un prestataire les moyens pour supprimer le chapeau chinois. Lors de l'inspection du 12 mai 2022, l'exploitant a indiqué n'avoir pas trouvé de solution technique lui permettant cette modification. La situation était donc toujours au jour de l'inspection non conforme et défavorable pour une bonne diffusion des rejets de l'atelier CORINDON. Toutefois, l'exploitant a indiqué à l'Inspection le 1er juillet 2022 qu'il avait identifié une solution technique pour démonter le chapeau chinois tout en préservant ses équipements de l'eau de pluie.
Observations : sans
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription